

En Cisjordanie, les colons israéliens galvanisés par Donald Trump

Par Isabelle Mandraud (Cisjordanie, envoyée spéciale)

Un vent violent balaie le sommet d'une colline de Cisjordanie, entre Ramallah et Naplouse, faisant virevolter les *peot* (mèches de cheveux typiques des juifs orthodoxes) d'Avichav Melat, 37 ans. La pluie s'en mêlant, le colon israélien invite à rejoindre une grotte, ses moutons compris. Le père de famille a hissé tout près sa demeure en contreplaqué, sans eau ni électricité, avec sa femme et ses sept enfants âgés de 2 semaines à 10 ans. La bicoque fait partie de Geulat Zion, l'un de ces avant-postes illégaux, même au regard du droit israélien, qui parsèment les crêtes de Cisjordanie occupée. Le droit international, lui, juge illégales l'ensemble des colonies.

« *Mon arrière-grand-père et mon grand-père sont arrivés de Lituanie sous mandat britannique et ont fondé des colonies. Mon père a fondé Shvut Rachel [une colonie toute proche] et moi, je continue,* dit-il. *C'est l'histoire d'Israël et c'est ce que le monde commence seulement à assimiler : nous sommes chez nous.* » En contrebas, de petites maisons sont alignées le long de pieds de vigne. Une tractopelle entasse de la terre un peu plus loin. Il faut faire de la place pour de nouveaux arrivants.

Réviser tout son lexique

Dans cette région occupée par l'armée israélienne depuis 1967, les colonies juives n'en finissent pas de s'étendre. Partout, de nouvelles routes en terre, comme celle menant chez Avichav, strient les collines, tandis que de l'asphalte frais recouvre le tracé des plus anciennes. Les engins de chantier sont omniprésents. Des barbelés entourent les habitations, parfois même les champs, non loin des villages palestiniens reconnaissables à leurs minarets. Circuler ici donne le sentiment de traverser un chapelet d'îles. Aller à la rencontre des colons israéliens suppose aussi de réviser tout son lexique. On ne dit pas « Cisjordanie », mais « Judée-Samarie », pas « colonies » mais « implantations ». On ne parle pas de territoire « occupé » et encore moins d'« annexion », mais de « souveraineté ». Dernier détail : le nombre d'enfants est systématiquement mis en avant lors des présentations.

Eliana Passentim, 51 ans, « *huit enfants et trois petits-enfants* » donc, donne rendez-vous dans un restaurant vinicole de la zone industrielle de Shaar Binyamin, séparée du village palestinien de Mukhmas par une profonde vallée. Directrice du département international du conseil régional de Binyamin, qui gère 42 « implantations » israéliennes en Cisjordanie, également membre du Conseil de Yesha (acronyme de *Yehouda*, « Judée », *Shomron*, « Samarie », *Aza*, « Gaza »), l'organe de représentation des colons, elle réside un peu plus loin, dans la petite ville-colonie d'Eli, réputée très à droite, établie le long de la route 60 qui traverse le territoire palestinien du sud au nord. Israélienne née aux Etats-Unis, cette femme énergique ne cache pas sa satisfaction. « *Nous avons atteint un point de non-retour* », estime-t-elle, portée par un optimisme croissant depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche.

Le premier mandat de ce dernier, de 2017 à 2021, avait suscité des attentes déçues. Cette fois, les actes accompagnent les paroles. Le jour même de son investiture, le 20 janvier, le 47^e président américain a rayé d'un trait de plume le décret pris par l'administration Biden imposant des sanctions contre des colons « *portant atteinte à la paix, à la sécurité et à la stabilité en Cisjordanie* » (« Executive Order » 14115 du 1^{er} février 2024). Parmi les entités qui ont recouvré l'accès à leurs avoirs figure Amana, la plus importante entreprise de construction du mouvement des colons. Puis, le 5 février, questionné sur la façon dont il réagirait à une éventuelle annexion de ce territoire par Israël, le président américain s'est donné quatre semaines de réflexion. Une déclaration qui a été en partie éclipsée par l'annonce, le 4 février, de son plan ambitionnant de transformer Gaza en « *Riviera du Moyen-Orient* ».

« Le modèle, c'est Porto Rico »

« *Ceux qui attendent une décision grandiose se trompent, mais c'est une occasion unique pour l'Etat d'Israël d'agir* », savoure Eliana Passentim. Cette dernière faisait partie d'une délégation de colons de Cisjordanie, venue, en janvier, à Washington, « *saluer* » la victoire de Donald Trump, dans le cadre d'une intense campagne de lobbying démarrée des mois en amont. Comme d'autres, elle dit avoir accueilli chez elle nombre de « *sénateurs et membres du Congrès* ». Les voyages en Cisjordanie d'Américains, en particulier évangéliques, ne sont pas nouveaux, mais ils sont de plus en plus nombreux. Des visites guidées, entièrement financées, sont organisées dans la région, pour convaincre le Parti républicain de renoncer à son soutien à la création d'un Etat palestinien, une position formalisée sous la présidence de George W. Bush, en 2002.

« *Le modèle, c'est Porto Rico* », dit Eliana Passentim. Ce projet, porté notamment par David Friedman, ambassadeur américain en Israël lors du premier mandat de Donald Trump et fondateur du compte OneJewishState sur le réseau X, s'inspire du statut de l'île caribéenne. Conquise et annexée par les Etats-Unis à la fin du XIX^e siècle, elle a fini par obtenir le label d' *Estado libre asociado* (« Etat libre associé ») dans les années 1950. Gérée par un gouverneur, elle possède une Constitution et une Assemblée indépendante, mais toutes les questions de défense, de politique étrangère et la monnaie dépendent de Washington. Ses citoyens ne peuvent pas voter à l'élection présidentielle. Leurs droits sont limités.

« *Un apartheid ? On en est loin* », s'insurge Moshe Levy, 55 ans et « *dix enfants* », rencontré à l'entrée de Shvut Rachel, quand on l'interroge sur la ségrégation en place en Cisjordanie. « *Si c'était le cas, je ne dirais pas aux Palestiniens qui veulent vivre ici en paix de rester. Mais s'ils le souhaitent, ils doivent d'abord comprendre que c'est une terre juive.* » « *Trump* , ajoute-t-il, *est un bon businessman, très réaliste. Tenez, si vous construisez ici 200 maisons, elles seront prises en deux jours par des familles juives.* » Selon les Nations unies, le nombre d'Israéliens établis en Cisjordanie a augmenté d'un tiers au cours de la dernière décennie, pour atteindre près de 700 000 personnes (Jérusalem-Est comprise). L'objectif affiché par les associations de colons est d'atteindre la barre du million.

Un nouveau centre commercial d'ici à cinq ans

Cap sur Oranit, tout près de la « ligne verte », la « frontière » avec Israël, mais à l'ouest du mur de séparation érigé par l'Etat hébreu en réponse aux attentats de la deuxième Intifada. Fondée en 1985 avec deux familles, la colonie abrite désormais 12 000 habitants. Fait unique, elle est dirigée par une femme, Or Piron Zomer, 37 ans, membre du Conseil de Yesha, qui faisait partie de la délégation envoyée à Washington. « *Les Etats-Unis de Trump aiment*

beaucoup Israël et sont très conscients des questions de sécurité , souligne-t-elle. Or, si nous n'avons pas le contrôle de tout le territoire, ce qui s'est passé le 7 octobre[2023] recommencera. »

La maire se réjouit des projets de développement de sa commune, « *en pleine préparation* » pour ouvrir, d'ici à cinq ans, un nouveau centre commercial. « *Nous attendons 5 000 nouveaux habitants qui viendront de tout le pays[Israël], assure-t-elle. Ici, nous avons une belle vue, une bonne ambiance, une bonne qualité de vie.* » De la terrasse qui borde l'entrée du conseil municipal, son regard effleure à peine le village palestinien d'en face, Abou Salman. Le futur des Palestiniens ? « *Je ne sais pas, c'est une question pour le gouvernement* », élude-t-elle, avant de convier à une plantation collective d'arbres à la sortie d'Oranit, où se sont regroupées des familles – une façon d'étendre la superficie de la commune.

Ici aussi, les déclarations de Donald Trump sur une possible annexion de la Cisjordanie séduisent une population pourtant majoritairement laïque. « *C'est une idée que nous avons tous, mais que nous n'osions pas exprimer* », confie Shaly, une jeune mère qui préfère garder l'anonymat, dont le mari, réserviste, a participé aux opérations militaires à Gaza. « *La cohabitation, poursuit-elle , n'est plus possible avec les Arabes. On a vu comment on les éduque depuis la plus tendre enfance dans la haine des Juifs.* » Ilan, 54 ans, qui ne souhaite pas non plus dire son nom, surveille sa fille qui plante des racines de caroubier, d'orme et de chêne. En uniforme, ce retraité de l'armée, qui tient un fusil M-16 court à la main, se définit comme un « *laïc traditionnel* ». « *Certains continuent de soutenir la coexistence et d'autres, comme moi, n'ont plus d'espoir. Depuis le 7-October, je n'y crois plus.* » Entre religieux et laïcs, les différences s'estompent de plus en plus.

L'autre objectif des colons les plus radicaux vise l'Autorité palestinienne (AP) et de ce côté-là aussi, la décision prise par l'administration Trump, le 19 février, de geler l'aide américaine aux forces de sécurité de l'AP, galvanise. Responsable des relations internationales de Regavim – une association cofondée, en 2006, par Bezalel Smotrich, actuel ministre des finances d'extrême droite du gouvernement Nétanyahou, qui n'en fait plus partie –, Naomi Linder Kahn étale devant elle cartes et documents. L'un d'eux porte le titre « *Officiers le jour, terroristes la nuit* », désignant ainsi clairement les forces de sécurité palestiniennes. « *Il n'y a pas de différence entre l'AP et le Hamas* », prétend Mme Linder Kahn. Qu'importe que ces policiers, qui exercent un contrôle limité en Cisjordanie, aient perdu deux des leurs en combattant des groupes armés palestiniens dans la région de Jénine. « *Nous n'en avons pas besoin* », assène-t-elle encore .Dans le Nord, Israël a vidé de ses habitants trois camps de réfugiés, soit 40 000 personnes déplacées, et a déployé, pour la première fois depuis 2002, ses chars autour de Jénine.

La représentante israélo-américaine de Regavim déplie ensuite une immense carte. Objectif numéro deux : convaincre son interlocuteur que les innombrables taches orange et points marron sont des « *colonies palestiniennes* ». « *On ne peut plus ignorer ces constructions illégales qui ont un effet direct sur la zone tampon de sécurité avec Israël* », argue-t-elle.

A l'ombre de leur puissant allié, Trump, les colons israéliens ne craignent plus ni les sanctions ni l'isolement. Ni même d'afficher clairement leurs intentions de prendre le contrôle de la Cisjordanie, et pas seulement militairement. Et tandis que les heurts violents se multiplient sur tout le territoire entre colons israéliens et villageois palestiniens, des affiches en hébreu, le long de la route 60, appellent à une manifestation contre l' « *ennemi* ».

Ultime motif de contentement : mardi 25 février, Brian Mast, président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants américaine, a demandé, par écrit, au personnel de la commission de désigner à l'avenir la Cisjordanie par « Judée-Samarie » dans toute correspondance, communication et documentation officielles. Une manifestation de soutien supplémentaire vers une annexion potentielle de la Cisjordanie par Israël.

[Cet article est paru dans La Matinale du Monde](#)